



Communiqué de presse

Conférence de presse

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

CONFÉRENCE DE PRESSE DU PRÉSIDENT DE LA FRANCE, JACQUES CHIRAC

Le Président de la France, Jacques Chirac, a estimé aujourd'hui devant la presse au Siège des Nations Unies à New York qu'il était urgent de réunir une conférence internationale sur le Moyen-Orient dont l'objectif serait de remettre autour de la table de négociations les parties israélienne et palestinienne afin de sortir du statu quo actuel et de rétablir la confiance. Il a évoqué en particulier « la situation dramatique qui est en train de se développer à Gaza qu'on ne peut pas se laisser poursuivre sans rien faire ».

M. Chirac propose que le Quatuor, instance regroupant les États-Unis, la France, le Royaume-Uni et l'ONU, soit chargé de « définir », « comme c'est sa vocation », les modalités de cette conférence. « L'ensemble de la communauté internationale apporterait les garanties qu'elle est susceptible de donner pour la paix et la stabilité dans la région à partir d'un accord qui doit être cherché et recherché par les deux parties, Israël et les Palestiniens », a expliqué le Président français.

« On voit très bien quelle est la nature de cet accord, a-t-il ajouté. Il fut un temps où il y avait un minimum de confiance entre les uns et les autres. Ces temps ont, hélas, disparu. Il faut rétablir cette confiance, reprendre le chemin de la paix sous la houlette et la tutelle des Nations Unies et de la communauté internationale dans le cadre d'une conférence internationale ».

Concernant la région soudanaise du Darfour, M. Chirac s'est dit « extrêmement inquiet » de ce qui s'y passe. « Nous allons avoir à nouveau, compte tenu en particulier de la reprise des bombardements par les autorités soudanaises (...), des millions peut-être de déplacés et des centaines de milliers de victimes comme nous l'avons déjà connu », craint le Président français. « Il est donc tout à fait essentiel, selon lui, que le Gouvernement du Soudan accepte qu'une force internationale de l'ONU, de l'ordre de 20 000 hommes, puisse se déployer au Darfour de façon à assurer le maintien de l'ordre ».

« Il n'est pas vrai que le Soudan règlera ses problèmes intérieurs, qui sont de plus en plus dramatiques, par le seul fait de l'usage de la force », a martelé M. Chirac. Jusqu'à présent, le Gouvernement de Khartoum refuse le déploiement de Casques bleus au Darfour alors qu'une force internationale (MINUS) est présente dans le sud du pays.

Au sujet de la crise sur le nucléaire iranien, la France propose toujours de « privilégier le dialogue ». Cette nouvelle négociation avec Téhéran pourrait avoir pour prémices un « geste de bonne volonté » réciproque: le mécanisme de déclenchement des sanctions ne serait pas mis en œuvre aux Nations Unies tandis que l'Iran suspendrait ses activités d'enrichissement de l'uranium pendant la durée des pourparlers. En cas de succès de ceux-ci, les sanctions seraient abandonnées tandis que l'Iran ne reprendrait pas ses activités « litigieuses », a expliqué M. Chirac.

Le Président français a réitéré, par ailleurs, son projet d'une « organisation des Nations Unies pour l'environnement » car le processus de Kyoto a montré ses limites. « Il faut avoir une organisation et une discipline beaucoup plus fortes » dans le domaine de l'écologie, a-t-il dit, en annonçant l'organisation d'une conférence à ce sujet l'an prochain, en France.

M. Chirac a répondu aux questions des journalistes aussitôt après son allocution devant l'Assemblée générale des Nations Unies qui s'est ouverte ce matin et devant laquelle il a rendu un vibrant hommage au Secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan. Celui-ci achève son mandat à la fin de l'année.

* *** *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel